

Argumentaire pour une initiative citoyenne sur les élections locales

Faire de la politique autrement c'est donner des éléments de discussion et ne pas en rester à des slogans ou à des modes de pensée imposés par les médias et la pensée politique dominante: c'est pourquoi il nous a semblé nécessaire d'argumenter notre position de façon un peu longue. Voici un premier document sur lequel nous vous demandons de réagir

Les prochaines élections locales ne sont pas des élections comme les autres :

Elles sont l'occasion soit de conforter le droite dure dans ses victoires nationales soit de lui infliger une première défaite.

Même si la résistance n'a jamais cessé, même si pour l'instant les mouvements sociaux accréditent l'idée d'un « front populaire social », il serait illusoire de croire que le système sarkozyste puisse être démantelé sans qu'une alternative politique ne puisse se poser en solution de remplacement.

Il est certes possible, et nécessaire, de faire reculer et d'affaiblir ce pouvoir autoritaire, mais celui-ci cherchera sans cesse à reprendre l'offensive à la faveur du vide en termes d'opposition.

Il nous faut une stratégie pour lutter contre le libéralisme qui alterne front sociaux et fronts politiques y compris en intervenant dans ce qui est la forme la plus classique d'intervention politique : les échéances électorales.

Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une dualité où l'antilibéralisme serait majoritaire dans les mouvements sociaux et laisserait le monopole de l'intervention politique aux partis classiques de gauche, au PS. Ce décalage est, nous l'avons vu depuis 2003, conduit à l'affaiblissement du camp antilibéral mais aussi de la gauche toute entière.

Les prochaines municipales « parleront » de ce qui fait la force de l'idéologie sarkozyste dans les couches populaires, la peur et le tous contre tous.

La peur sera présente dans les prochaines échéances municipales dans les programmes de prévention de la délinquance qui servent à marginaliser et à criminaliser les « classes dangereuses ». Si nous ne sommes pas capables d'engager, avec les diverses résistances sur ce sujet, un combat concret et local contre cette « terrorisation », nous laisserons s'engager un processus dangereux.

Le tous contre tous, et en particulier ceux qui se lèvent tôt contre ceux qui sont assistés, sera aussi présent dans les prochaines campagnes : c'est localement que se mettent en place les programmes dits d'insertion qui visent à la mise au travail obligatoire des « Fainéants de chômeurs et d'RMIstes ». . Ce n'est pas un discours en termes de valeurs qui permet seul d'y répondre : ce qui se fait en termes de solidarité avec les migrants nous montre qu'à partir d'actions concrètes on peut faire bouger les choses.

Remettre sur pied des solidarités locales peut se faire aussi à l'occasion des municipales et pas seulement dans le programme : et si nous étions capables de faire aussi bien (+ de 5000 signatures et des centaines de gens rencontrés) que l'initiative citoyenne sur le droit au logement sur une pétition sur la réquisition des logements vides !

Le terrain de la ville est aujourd'hui sans beaucoup d'acteurs en termes de mouvements sociaux, il ne peut être abandonné pour autant.

Que proposons nous au travers de l'appel citoyen ?

Nous ne faisons pas comme les autres en annonçant une liste, nous proposons de faire une véritable précampagne sur le terrain. Notre méthode consiste à demander dans les réseaux militants, dans des quartiers ce qui semble la meilleure solution pour répondre aux problèmes et d'abord pour cerner ces problèmes, et ce qu'il faut faire dans les prochaines échéances municipales.

Pour cela nous avançons un certain nombre de propositions, pour lancer ce débat.

Parce que la droite mène des politiques municipales qui vont à l'encontre de la majorité de la population, la droite doit être battue.

Le libéralisme est aussi néfaste sur la ville que dans les entreprises ou pour les libertés ; là aussi il doit être battu. Le bilan local des politiques de droite est accablant : c'est la ville laissée aux choix

des groupes financiers.

Terrains vendus en dessous du prix des domaines pour favoriser le libre jeu du marché au profit des promoteurs privés seuls capables de bien faire, extension de Carrefour au détriment d'une politique environnementale et au détriment d'une politique de commerce de proximité pour répondre aux besoins et favoriser l'emploi, politique de démolition sans réflexion sur une rénovation et sans consultation avec les habitants conduisant à réduire la place des pauvres dans la ville, aménagement de la presqu'île aux mains des promoteurs, une politique du logement qui ne prend pas en compte la crise que subissent nombre d'habitants, une politique de rénovation des quartiers populaires selon des méthodes archaïques sans économies d'énergie par exemple, voilà le bilan commun à toute la droite caennaise. Les phénomènes d'exclusion, de misère sociale sont moins visibles et mis en scène qu'à Paris mais ils sont bien présents aussi sur Caen, il y a urgence à agir.

Dans le prochain mandat, des décisions devront être prises en matière de transport urbain, d'économies d'énergies dans les logements et les bâtiments publics, l'urgence écologique c'est aussi dans le local

A Hérouville, deux choses ont sous-tendu la politique municipale de la droite : se débarrasser soit vers la communauté d'agglomération, soit vers le privé de tout ce qui « coûte » sans contrepartie pour les hérouvillais, piscine, bibliothèque, théâtre, cinéma, ordures ménagères, classes fermées ; diminuer le potentiel de logement social, politique déjà dans les cartons de la précédente municipalité, dans l'idée de faire d'Hérouville une ville comme les autres.

Le plus évident est la politique de l'urbanisme, tous les projets de construction ont rencontré une opposition des habitants des quartiers.

C'est aussi dans la politique en direction de la jeunesse. Abandon de toute idée d'éducation populaire, les actions n'ont plus pour but que d'avoir quelques consommateurs que l'on peut photographier pour le journal municipal. Mais le sens global transparaît dans la disparition des éducateurs de rue pour les remplacer par des policiers municipaux dotés de vélos, de motos, de voitures... Enfin le chef d'œuvre, la mise en surface commerciale des terrains de sport de l'ASPTT.

Sur notre département la crise de la droite n'est pas finie et elle peut être battue sur les deux plus grandes villes du département.

A Caen la division de la majorité est visible, voire spectaculaire. Malgré les rancunes voir les haines qui les opposent, leurs désaccords portent essentiellement sur des problèmes d'image (et de course aux places!). Depuis le début BLB pratique un mode de gouvernement particulièrement centralisé : ce qui est reproché aujourd'hui sur le management n'est pas une nouveauté .

C'est la défaite de BLB aux législatives qui a remis ce problème d'image sur la table et poussé Duncombe à se déclarer. Il n'est pas du tout sur aujourd'hui que la contestation de la légitimité de BLB porte ses fruits : l'UMP vient de la confirmer comme candidate. De plus aucun des opposants de droite au maire actuel ne remet en cause la politique menée (et souvent ils vont dans un sens encore plus libéral que BLB) ni le pouvoir centralisé dans les collectivités locales.

Le MODEM seul s'est distingué de BLB sur ses interventions dans les conseils (et des votes) et si la présidente de Viacité devait s'y joindre, ils pensent pouvoir jouer un rôle important dans une future municipalité, de droite ou « de gauche ». Plus que le nouveau centre de Ducombe ils aspirent à capter la tradition centriste.

A priori nous devrions avoir aux prochaines élections, 2 listes de droite et ces divisions laisseront des traces qui affaiblissent la droite.

Dans ces conditions, allons nous voir un affaiblissement général de la droite (MODEM compris) ou une simple redistribution interne entre les forces de droite ? La droite caennaise garde des possibilités de réaction et sa division peut lui permettre aussi de ratisser large avec 3 composantes : l'UMP droite dure et les autres droite plus ouverte.

Les nécessités politiques supérieures peuvent imposer aux uns et aux autres une union dont la diversité sera visible améliorant singulièrement l'image de la droite.

Ce qui est patent c'est l'effondrement interne de la majorité municipale, départ dès les premiers conseils de Jean-François Ali, et surtout disparition de certains conseillers de la majorité (parfois, sans la présence de l'opposition le quorum n'aurait pas été réuni au conseil municipal). Thomas, battu lors des élections législatives, tente de surfer sur la vague MODEM. Certes, la vague de sympathie que Thomas avait su recueillir par son affabilité ne fait plus recette, mais ce qui a été très sensible pour les associations hérouvillaises est moins perçu par la population, les élections

législatives où la candidate du PS ne fait que 53 % des voix, avec un fort taux d'abstention montre que Thomas peut encore espérer renverser la vague.

Ni sur Caen, ni sur Hérouville les choses ne sont jouées : les résultats électoraux sont une indication favorable, mais n'indiquent pas obligatoirement une permanence dans le vote.

Il serait très dangereux pour la gauche de construire sa stratégie sur le tout sauf BLB, Thomas : l'expérience des dernières élections présidentielles montre que cette stratégie ne suffit pas et que Ségolène Royal a singulièrement manqué de propositions mobilisatrices pour la gauche .

Si le débat public pour les municipales ne se fait pas sur des thèmes de gauche, y compris avec l'expression d'une radicalité pour contre balancer le « réalisme libéral » alors la droite aura la maîtrise de ce débat.

La gauche aussi n'est pas au bout de sa crise malgré les succès des législatives

Bien que nous ayons affaire à des élections locales **nous ne pouvons sous estimer l'impact de l'image de la gauche au niveau national**. Le PS apparaît comme incapable de surmonter ses divisions, incapables de se distinguer clairement de la politique suivie par Sarkozy en particulier dans le domaine social. Pire en valorisant le rôle de ses dirigeants nommés avec l'accord de la droite dans les institutions internationales (Lamy, Strass-Kahn) il se coupe de ceux qui à gauche sont nombreux à mettre en cause la mondialisation libérale.

Beaucoup plus grave est l'attitude prise par une majorité du PS sur le traité européen. Ils apparaissent comme faisant le jeu de Sarkozy contre les promesses faites aux électeurs : ils sont complice d'un déni de démocratie.

Quelle crédibilité peut alors avoir leur opposition et leurs promesse de démocratisation de la vie publique?

Ce d'autant plus que **le bilan de la gauche caennaise n'est guère plus satisfaisant**.

Divisée depuis le début par le refus de Citoyen à Caen PRG de constituer un groupe technique commun, l'opposition municipale n'a pas créé les conditions de l'émergence de contre-propositions, d'une autre vision, de gauche, de la ville. Et pourtant, avec nos faibles forces (ANPAG et résistances) nous avons contraint la majorité de droite à la défensive sur la question du logement ! Elle s'est senti obligée de mettre du logement social dans les programmes, de se justifier sur le logement de façon permanente. Bien sûr c'est insuffisant, il fallait pousser à la constitution d'un observatoire démocratique des besoins en logement, créer un réseau de vigilance sur ce sujet et mener une vraie opposition résolue sur les questions urbaines (le forum logement avait créé un outil resté inutilisé).

Sur des problèmes fondamentaux comme celui du logement, des quartiers, de l'aménagement urbain **la gauche caennaise reste trop prudente, craignant d'effrayer les électeurs centristes qui pourraient se rallier**. Elle continue à donner trop l'image qu'entre elle et la droite il n'y a pas beaucoup de différences. Quand le groupe du PRG vote avec la majorité sur les démolitions, sur l'extension de Carrefour, il renforce cette image !

Dans la préparation actuelle des municipales le PS a été chercher l'homme providentiel comme hier celle qui devait absolument gagner les présidentielles : cette façon de faire affaibli le PS qui apparaît comme incapable de promouvoir d'autres candidat(e)s que ceux qui cumulent déjà des mandats.

Les sources de conflit ne sont pas pour autant taries : la composition de la liste peut encore réserver des surprises. Nous craignons la discussion sur la place publique pour des postes d'adjoints de la part des alliés du PS avant toute discussion sur le projet pour une autre ville : les prétentions du PRG sont insupportables car c'est lui donner les moyens d'une hégémonie sur la gauche.

Sur Hérouville, les choses semblaient s'engager dans une voie différente, d'abord en raison des actions communes de toutes les forces de la gauche autour de l'eau, des fermetures d'école ou de classe, de la MJC, et même de la mobilisation contre le CPE. Après 2 ans d'efforts, il semblait que la préparation des municipales s'appuyant sur des débats en forum public pouvait déboucher sur une approche différente de construction d'une relation où les élus municipaux ne serait qu'une partie émanant d'un travail collectif qu'il y ait une ou plusieurs listes à gauche. Mais dès la fin des législatives, le PS est revenu à la bonne vieille méthode des négociation de couloir entre organisations, sous sa direction. Au résultat, une gauche plurielle reconstituée, dans des équilibres de comptes sous la direction du PS. Pas de quoi faire vibrer les hérouvillais réfugiés

massivement dans les quartiers dans l'abstention.

Une liste de premier tour rassemblant toute la gauche, dominée par la peur du débat par peur de la division paraîtra comme un repli derrière quelques dirigeants au lieu de s'ouvrir sur les citoyens. C'est ainsi que l'on peut perdre des batailles gagnées d'avance. 2 listes de gauche n'affaiblissent pas l'opposition à la droite. Au contraire une 2ème liste unitaire de la gauche antilibérale permettrait à celles et ceux qui ne font plus confiance au PS à se mobiliser au 1er tour et à voter pour une liste de rassemblement au 2° tour, seule façon d'avoir des élus sans passer sous les fourches caudines d'un PS hégémonique.

Pour gagner à gauche une autre réponse s'impose

Les municipales doivent être une occasion de montrer que nous sommes capables de refonder la gauche, de renouveler la pensée et l'action de la gauche.

Nous avons engagé une double démarche

- Nous **nous sommes adressé à des forces politiques avec lesquelles nous partageons des positions (et que rencontrons dans l'action) pour leur proposer une liste commune de premier tour** avec un accord clair de second tour. En rassemblant Verts PC, LCR, LO et une composante citoyenne que nous voulons impliquer, nous pouvons nous donner une bonne base de départ pour peser sur les choix politiques et modifier les termes du débat politiques dans cette ville : malgré les échecs de l'an dernier nous n'avons pas renoncé à une perspective unitaire qui reste une exigence forte dans l'électorat de la gauche de gauche.

Le PC qui ne nous a pas répondu directement mais publiquement en affirmant son choix d'une liste avec le PS, mais les évolutions nationales (mouvements sociaux, attitude hostile du PS vis à vis de mairies PC. peuvent encore changer la donne.

Une rencontre avec les Verts a eu lieu : elle montre nombre de points communs sur le fond (en particulier l'urgence écologique) même si des désaccords persistent. les verts sont divisés sur la tactique pour les municipales entre une liste d'union de la gauche au premier tour et une liste autonome ouverte. Là encore rien n'est définitivement joué.

Dans une première réponse de la LCR les points évoqués fournissent aussi une base d'accord. Un second courrier traduit plus une volonté identitaire puisqu'ils semblent mettre comme condition à un liste commune l'acceptation du programme de Besancenot.

LO est prêt à discuter et nationalement nous avons des échos d'une attitude nettement moins sectaire de LO : il faut les recontacter.

Tout ceci montre qu'avec une vraie volonté politique de se sortir de la division, nous pourrions aboutir à une campagne commune qui ne gommara pas pour autant les spécificités et l'autonomie de chacun.

- Pour débloquer y compris un accord avec les organisations, **parallèlement, et de façon complémentaire, nous nous engageons dans un appel pour une intervention citoyenne** qui fasse du débat pour les municipales autre chose que des négociations pour une simple addition des forces de gauche mais y associe largement des militants associatifs, des citoyennes et des citoyens qui veulent changer les rapports à la politique.

Cette dimension citoyenne, y compris dans la définition des objectifs de ce combat municipal, nous semble essentielle pour changer vraiment ce qui se passe sur le champ politique de cette ville.

Notre démarche vise à faire gagner la gauche et donner le maximum de garanties aux électeurs qu'une politique de gauche puisse être mise en place par la présence d'un courant citoyen sur une liste de second tour et l'intervention citoyenne tout au long du mandat.

L'appel ci-joint a pour fonction de permettre un débat approfondi avec les signataires, pour qu'à partir des éléments d'analyse et des propositions ils puissent décider avec nous de la possibilité et des modalités d'une liste citoyenne.

Nous sommes en effet convaincus, que cette présence est la condition de la mobilisation pour ces élections de toute une part de l'électorat de gauche et populaire qui reste méfiant vis à vis du PS :et ceci est vrai aussi bien sur Caen que sur Hérouville.